



Escortes, interceptions, frappes au Yémen... Comment pourrait agir la coalition anti-Houthis en mer Rouge

Par Hugues Maillot

Publié il y a 12 minutes,

Mis à jour il y a 1 minute



Le porte-avions USS Dwight D. Eisenhower, suivi du destroyer USS Stethem et de la frégate française Languedoc, le 25 novembre, transitent par le détroit d'Ormuz pour rejoindre la mer Rouge. *US NAVY / REUTERS*

DÉCRYPTAGE - L'opération «Gardien de la prospérité», annoncée lundi par les États-Unis, aura pour objectif de sécuriser le détroit de Bab el-Mandeb et la mer Rouge, confrontés aux actes de piraterie houthis. Mais par quels moyens ?

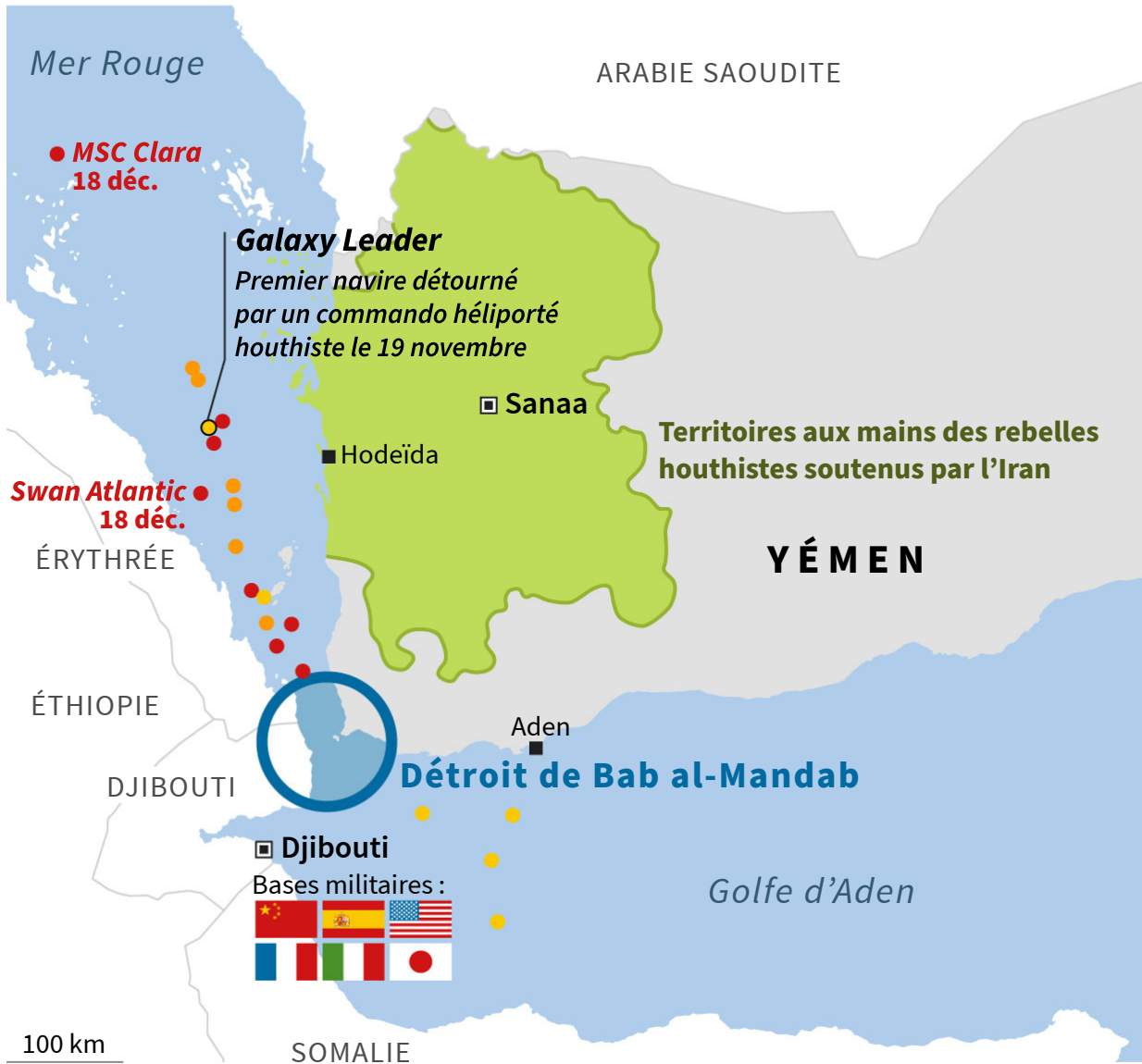
L'Occident veut prendre le problème à bras-le-corps. Depuis le 19 novembre et l'abordage d'un navire commercial en mer Rouge par la milice chiite houthie, une vingtaine d'incidents ont été recensés en mer Rouge, dans le détroit de Bab el-Mandeb et le golfe d'Aden. Pour soutenir le Hamas dans sa guerre contre Israël, les rebelles yéménites ciblent les navires commerciaux qui transitent dans cette zone

hautement stratégique reliant l'Asie à l'Europe. Les tirs de missiles et de drones, ainsi que les récurrentes tentatives d'arraisonnement ont contraint plusieurs grandes compagnies maritimes à éviter le secteur tant qu'il n'est plus sûr.

Multiplication des incidents en mer Rouge

ATTAQUES DE NAVIRES AU LARGE DU YÉMEN

● En novembre ● Du 1er au 10 décembre ● Depuis le 11 décembre



Sources : Damien Symon (@detresfa_) et SouthFront



En réponse, plusieurs navires militaires occidentaux ont été dépêchés dans la zone début novembre. Mais les moyens engagés n'ont pas suffi à dissuader les Houthis de poursuivre leurs attaques. Lors d'un déplacement en Israël, le ministre américain de la Défense Lloyd Austin a donc annoncé la formation en mer Rouge d'une coalition baptisée « Gardien de la prospérité » pour mettre définitivement un terme aux menaces. Outre les États-Unis, y sont engagés la France, le Royaume-Uni, Bahreïn, le Canada, l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège, l'Espagne et les Seychelles.

Quels moyens pour la coalition ?

Les contours de cette nouvelle coalition demeurent flous mais se dessinent progressivement. Elle sera placée sous l'égide de la Task Force 153, une coalition chargée depuis avril 2022 de lutter contre le trafic d'armes, de drogue et de personnes dans le secteur de la mer Rouge, du détroit de Bab el-Mandeb et du golfe d'Aden. Une partie du groupe aéronaval américain Carrier Strike Group 8, déjà présent dans la zone et composé du porte-avions *USS Dwight D. Eisenhower*, d'un croiseur et de quatre destroyers, devrait y participer.

Au sortir d'une réunion entre les 10 pays concernés, mardi 19 décembre au matin, un porte-parole de l'état-major français des Armées a indiqué que la frégate *Languedoc* était «*un moyen associé*» de cette coalition, quand bien même elle restait «*sous commandement national*» pour «*garantir (une) liberté d'action*». Pour l'heure, la France ne prévoit pas d'envoyer de moyens supplémentaires dans la région. Côté britannique, le destroyer *HMS Diamond*, déjà sur place, a également rejoint la coalition, a annoncé le ministère de la Défense après la réunion. Dans un communiqué, son homologue italien a annoncé l'envoi de la frégate multi-missions *Virginio Fasan*. Le Canada déploiera trois officiers d'état-major en appui, par l'intermédiaire de l'opération Artémis. Les moyens fournis par les autres pays restent pour l'heure confidentiels.

C'est là l'une des grandes inconnues de cette coalition. «*Les navires de guerre déployés devront être multimissions, avec des capacités de détection et de lutte antiaérienne*», souligne Pierre Razoux, directeur académique de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES). Car leurs deux missions principales devront être la protection du trafic maritime et l'interception des menaces militaires houthies. Or, ce type de navire «*coûte cher*», note le spécialiste du Moyen-Orient. «*Il faut trouver des pays prêts à envoyer les fleurons de leur marine, dotés notamment de missiles de croisières*». Les frégates multimissions (FREMM) françaises et italiennes sont les clientes idéales. Mais tous les pays de la coalition ne sont pas dotés de ce genre de navires.

Dissuasion, détection et destruction

Outre les moyens nécessaires, les objectifs militaires précis de cette coalition sont également peu clairs. «*Ils ne sont pas encore fixés mais seront probablement discutés très prochainement au sein de la Combined Maritime Forces (qui inclut la*

Task Force 153, NDLR)», estime un officier de la marine nationale ayant participé à de nombreuses opérations coalisées. Pour ce haut gradé, l'objectif sera avant tout *«de sécuriser les flux maritimes par des escortes du type de celles qui avaient été mises en place dans l'International Recommended Transit Corridor»* à partir de 2009. Cette opération avait été lancée conjointement par l'Union européenne et l'OTAN pour lutter contre la piraterie autour de la Corne de l'Afrique. Avec des résultats probants, puisque de 171 attaques de navires en 2011, il n'y en avait plus aucune en 2015.

Ce volet «dissuasion» sera probablement accompagné d'une composante «détection et destruction» de toutes les menaces aériennes en provenance du Yémen. La flotte de la coalition devrait donc également être épaulée par des moyens «ISR» (pour «intelligence, surveillance et reconnaissance», NDLR), à savoir des avions ou des drones. *«Ils feraient de la reconnaissance le long de la côte yéménite afin d'anticiper la mise en œuvre d'armements depuis la terre»*, précise la source militaire. *«Les Américains disposent de beaucoup de drones dans la région, dans le cadre de la Task Force 153»*, ajoute Pierre Razoux.

Mais le coût des interceptions de drones ou de missiles houthis pourrait rapidement devenir un casse-tête logistique. Car un drone Shahed iranien lancé par la milice coûte 20.000 euros, quand un missile antiaérien Aster français, lancé depuis une FREMM, coûte un million d'euros. Comme le résumait le chef d'état-major des armées françaises, le général Thierry Burkhard, lors d'un colloque début décembre à l'Institut Montaigne : *«Quand on tue un Shahed avec un Aster, en réalité c'est le Shahed qui a tué l'Aster»*. Le 16 décembre, le destroyer américain *USS Carney* a ainsi abattu 14 drones lancés depuis des zones du Yémen. À titre de comparaison, ce genre d'interception aurait quasiment vidé les silos de la frégate *Languedoc*, dotée de 16 missiles Aster.

Des frappes et des actions au sol envisageables ?

Si la menace persiste et que la lutte à distance contre les Houthis devenait trop onéreuse, la coalition pourrait-elle envisager des frappes sur le Yémen ou même des opérations au sol ? *«Il faut en tout cas qu'elle soit capable de le faire, ou du moins que les Houthis et les Iraniens pensent que ce soit possible»*, estime Pierre Razoux. Il existe également tout un volet d'action clandestine, avec *«des nageurs de combat et des sous-marins, pour mener des opérations de rétorsion, à la limite non*

revendiquée», juge le spécialiste. «Régulièrement, lors des autres conflits contre la piraterie dans le golfe d'Aden, les forces spéciales sont allées à terre détruire les embarcations des pirates», rappelle-t-il.

L'officier de la marine nationale interrogé ne croit pas à cette éventualité. Du moins pour le moment. *«Des frappes ou une opération à terre n'obtiendraient pas l'aval politique de nombreux pays de la Combined Maritime Forces, car cela engendrerait un risque important d'embrasement régional, en particulier avec l'Iran», estime-t-il. Et d'ajouter : «La situation pourra évidemment évoluer».*

Quoi qu'il en soit, l'action des houthis est surtout corrélée à son agenda propre, et à celui de son allié iranien. Leur premier objectif, qui était sans doute de rappeler à la communauté internationale leur existence, est manifestement rempli. Le second est étroitement lié à la guerre entre Israël et le Hamas. *«Si l'État hébreu arrête ses frappes à Gaza, les Houthis feront sans doute de même. Pendant la trêve de la fin du mois de novembre, aucun tir houthi n'a été recensé», rappelle Pierre Razoux. Comme «l'armée israélienne semble se rapprocher des objectifs qu'elle s'était fixés dans la bande de Gaza, elle pourrait arrêter de bombarder prochainement», estime le spécialiste. Ce qui pourrait mettre de facto fin à la menace houthie en mer Rouge.*

La rédaction vous conseille

- **Guerre Israël-Hamas : plus de 100.000 immeubles endommagés ou détruits dans toute la bande de Gaza**
- **Guerre Israël-Hamas: ces «images de victoire» réconfortantes pour les Israéliens indisposent à l'étranger**
- **«Ils vont provoquer leur perte et devenir leur tombe»: Israël veut noyer les tunnels du Hamas à Gaza**

Sujets

coalition internationale

Israël

houthis